



**HAL**  
open science

## Le dossier Miasnikov des archives de la Préfecture de Police de Paris

Bruno David

► **To cite this version:**

Bruno David. Le dossier Miasnikov des archives de la Préfecture de Police de Paris. 2010. hal-00524996v3

**HAL Id: hal-00524996**

**<https://hal.science/hal-00524996v3>**

Preprint submitted on 13 Mar 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Le dossier Miasnikov des Archives de la Préfecture de Police de Paris

### Présentation<sup>1</sup>

Le nom de Miasnikov appartient à l'histoire du mouvement communiste de Russie et est inséparable de l'activité du Groupe ouvrier, l'opposition endogène<sup>2</sup> la plus radicale à laquelle le parti et l'État bolcheviques ont dû faire face quelques années à peine après la prise du pouvoir. Si la trajectoire du Groupe ouvrier est connue dans ses grandes lignes<sup>3</sup>, l'essentiel est pour l'heure ignoré. La connaissance de son assise sociale et de son rôle dans les mouvements sociaux qui ont accompagné la création de l'État soviétique permettrait sans doute de prendre la mesure exacte du danger qu'il a représenté pour le régime en place – danger que les commentateurs ont eu tendance à exagérer au regard de la brutalité de la répression qui s'est abattue sur ses membres. Or on sait de mémoire de militant qu'il n'y a pas toujours de mesure entre l'intensité de la répression mise en œuvre par l'État contre la subversion et la menace réelle que celle-ci représente.

Le Groupe ouvrier est né en 1922, après que Miasnikov ait été mis dans l'impossibilité d'exprimer ses critiques contre la bureaucratization du parti, la NEP<sup>4</sup> et l'absence de liberté politique. À cette date, la ruine économique du pays, la famine endémique, la répression de l'insurrection de Cronstadt, la légalisation de la dictature du parti à son 20<sup>ème</sup> congrès (mars 1921) ont largement entamé le crédit du pouvoir bolchevique auprès de la classe ouvrière, au nom de laquelle celui-ci gère les « conquêtes » de la révolution, et alimenté, au sein du parti, les critiques « ultragauche » qui reprennent, en le radicalisant, le programme de l'Opposition ouvrière en faveur de la restauration de la démocratie des soviets<sup>5</sup>. Publié en février 1923, le *Manifeste* du Groupe ouvrier met en cause la tactique de l'Internationale communiste (front unique), l'hégémonie de l'élément russe dans le mouvement communiste international et la NEP. Plus fondamentalement sont mis en évidence la « *dégénérescence oligarchique* » du régime, l'effacement du prolétariat en tant qu'acteur de la révolution et l'omnipotence du parti<sup>6</sup>. Misant sur une réforme du régime, le Groupe ouvrier n'en anime pas moins des grèves contre l'organisation du travail dans les entreprises, le non paiement des salaires et la famine persistante. Une répression impitoyable décime le groupe. Ses militants sont torturés, exécutés ou enfermés dans les isolateurs.

Quant à la figure centrale du Groupe ouvrier, Gavril (Gabriel) Ilitch Miasnikov, ce qu'on sait de son existence tient de l'épopée. Les faits avérés sont moins nombreux que les zones d'ombre et font bon ménage avec les broderies. La propension de l'intéressé à transfigurer sa vie en geste n'a pas peu contribué à lui conférer une aura de légende<sup>7</sup>. On ne la contera pas ici mais on se demandera ce que les documents déposés aux Archives de la Préfecture de Police de Paris apportent à la connaissance de l'itinéraire de Miasnikov. Disons-le d'emblée : le maigre dossier du fonds issu des renseignements généraux – trois documents reproduits *in extenso* ci-dessous : une demande d'enquête en date d'août 1942 adressée par la « chambre 113 » à la Préfecture de Police de Paris ; deux rapports mal ficelés et redondants (rédigés, l'un en septembre 1942, l'autre en mai 1947) – couvre la dernière période de la vie de Miasnikov, celle de son exil en France qui court de mai 1930 à janvier 1945 et durant laquelle il n'a plus aucun rôle dans le mouvement communiste international. Aussi ce qu'on y glane, en termes d'information, tient-il de l'anecdote. Toutefois, comme l'ont noté les historiens qui ont travaillé sur ce type de sources, l'enquête et le rapport de police ont leurs propres caractères et leur propre logique. Ils portent la marque d'un « esprit maison » sans équivalent – la maison étant l'Administration et l'esprit la représentation dichotomique de l'ordre et du désordre. Aussi leur lecture en apprend-elle autant sur l'imaginaire des fonctionnaires du maintien de l'ordre – et par suite sur

<sup>1</sup> Lorsqu'elles ne sont pas suivies d'appel de note, les citations sont extraites des rapports de police.

<sup>2</sup> Parmi les oppositions révolutionnaires à l'État-parti bolchevique, il faut distinguer entre les oppositions exogènes et celles issues du groupe dirigeant. La répression des premières (insurrection makhnoviste en 1920-21, révolte de Cronstadt en 1921) ont définitivement assis le régime, qui ne sera plus menacé par aucun mouvement révolutionnaire jusqu'à sa dissolution en 1991. Désormais, il aura affaire aux oppositions internes au parti, beaucoup moins dangereuses et dont il scellera le sort avec célérité et efficacité.

<sup>3</sup> Des bribes d'histoire du Groupe ouvrier et de Miasnikov figurent dans nombre d'ouvrages. Deux synthèses récentes, nourries de sources inédites et accompagnées de bibliographies, sont disponibles en français : M. Olivier, *Le Groupe ouvrier du Parti communiste russe, 1922-1937*. G. Miasnikov. S.I., auto-édition, 2009 ; P. Bourrinet, « Gavril Ilitch Miasnikov dit « Gan'ka » (1889-1945) », <http://www.left-dis.nl/f/biomiasni.pdf>. Voir également P. Avrich, « Bolshevik opposition to Lenin : G. T. Miasnikov and the Worker's Group », *Russian review*, vol. 43, 1984, p. 1-29.

<sup>4</sup> La Nouvelle politique économique (mars 1921) succède au communisme de guerre, instaure le capitalisme et entraîne l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie.

<sup>5</sup> Sur l'histoire des oppositions au lendemain de la révolution de 1917, voir L. Shapiro, *Les origines de l'absolutisme communiste. Les bolcheviks et l'opposition. Premier stade (1917-1922)*. Paris, Albatros, 1986 (rééd.). Sur le passage du mouvement autonome du peuple révolté à la dictature de l'État-parti, voir M. Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique. Les mécanismes d'une subversion*. Paris, Gallimard, 1980.

<sup>6</sup> Voir le *Manifeste* du Groupe ouvrier dans M. Olivier, *Le Groupe ouvrier du Parti communiste russe, op. cit.* p. 23-32.

<sup>7</sup> Henri Dubief (1910-1995), alors jeune militant de l'« ultragauche », a croisé Miasnikov au sein des Groupes ouvriers communistes (GOC), l'organisation qui l'a soutenu et accueilli lors de son arrivée à Paris en 1930. Voici le souvenir qu'il en a gardé : « *On se moquait un peu de lui parce qu'il parlait tout le temps de son héroïsme. Il avait franchi tous les fleuves de Russie pour se barrer – et les fleuves de Russie sont larges – avec ses thèses sur la tête pour qu'elles ne soient pas mouillées.* » (Entretien avec B. David, 12 octobre 1994) On a la confirmation de son témoignage et du goût de Miasnikov pour l'épopée et l'envolée lyrique dans la préface que ce dernier donne à *L'ultime mensonge*, l'un de ses écrits d'exil (reproduit dans M. Olivier, *Le groupe ouvrier...*, op. cit. p. 33-51).

l'administration centrale de la période considérée – que sur ceux qui bénéficient de leur sollicitude. Essayons de mettre en évidence ces deux aspects.

### 1. Portraits croisés : Miasnikov en immigré modèle, la police en sa « *nature profonde* »<sup>8</sup>

C'est en août 1942 que la Préfecture de Police de Paris est chargée d'enquêter sur Miasnikov que la rumeur signale « *comme communiste actif qui conseillerait différents groupes terroristes* ». Depuis l'invasion de l'URSS par l'armée allemande (juin 1941), la lutte contre Vichy et l'occupant menée par les organisations rattachées au PCF s'organise et s'intensifie. La recrudescence des actions armées et la répression qui s'ensuit donnent la mesure de la gravité du soupçon qui pèse alors sur Miasnikov<sup>9</sup>. Or l'absence d'éléments tangibles dans le dossier comme l'abandon des poursuites à son encontre montrent que la police en a très vite saisi le caractère fantaisiste. Force est de constater qu'à une époque où la violence légale se déchaîne, où l'arbitraire policier fait feu de tout bois et tire légitimité de la moindre suspicion<sup>10</sup>, la répression n'a pas toujours frappé aveuglément<sup>11</sup>.

Mais ce qui retient l'attention n'est pas tant le discernement dont a fait preuve la police en la circonstance que l'économie et le contenu des rapports. Telle que reconstituée par la police, la biographie de Miasnikov comporte nombre d'approximations, d'incohérences, voire d'erreurs grossières, ainsi que des « trous » inexplicables au regard des sources d'informations disponibles à l'époque<sup>12</sup>. À l'inverse, les informations sur sa situation administrative et personnelle sont d'une grande précision. Tout se passe comme si les services du renseignement avaient négligé ou ignoré l'activité politique d'avant guerre pour ne prendre en considération que les aspects anodins de la vie quotidienne du suspect. Le travail d'investigation aurait-il été expédié, voire saboté ? C'est peu probable<sup>13</sup>. Si l'on accepte d'y voir non pas le résultat d'une enquête bâclée mais la réponse aux fantasmes qu'alimentait dans l'opinion la présence des étrangers sur le territoire national, alors ces manques que tente de combler une information lénifiante font sens.

Durant les années 1930 et sous l'Occupation, les étrangers ont fait l'objet d'une surveillance administrative et policière tatillonne et constante<sup>14</sup>. En ces années de « *crise d'identité nationale* »<sup>15</sup>, il s'agissait de tenir sous contrôle des groupes humains dont l'étrangeté, réelle ou fantasmée, inquiétait<sup>16</sup>. Aussi la police s'enquiert-elle avant tout, dans le cas de Miasnikov, de savoir s'il « *s'est conformé aux prescriptions régissant le séjour des étrangers dans notre pays* ». De ce point de vue, le Russe rassure : il a l'autorisation de résider sur « *notre territoire* », a pris femme, ne fait l'objet d'aucun signalement de la part du voisinage, mène une vie stable et gagne honnêtement sa vie. Un travail, une famille, une patrie : en somme, c'est un bon immigré, qui a adopté sa terre d'accueil, ne fait pas d'histoires et cherche à s'intégrer. Un tel certificat de moralité, cela vous pose un homme, même accablé d'un curriculum vitæ aussi chargé que celui de Miasnikov. Pas de zèle dans la chasse aux « *indésirables* »<sup>17</sup>, donc ; ni d'hostilité ostensible à l'encontre de l'étranger. Mais le recollement des signes extérieurs de normalité, qui réduisent l'autre au même et conjurent la peur, ne met que mieux en évidence la prégnance du stéréotype xénophobe dans l'opinion.

Il y a cependant un aspect plus troublant. Entre les deux rapports, rédigés à cinq ans de distance et dans deux contextes bien différents, on ne note pas de solution de continuité, ni dans la forme (ton distancié et mesuré, langue administrative), ni dans le fond (relation factuelle, absence de jugement et de considération idéologique). On relève également que les renseignements généraux ont mis un point d'honneur à poursuivre et à terminer l'enquête bien que les raisons pour lesquelles elle avait été diligentée ont cessé de courir avec la fin de l'Occupation et la chute de Vichy. En d'autres termes, la police a servi avec la même diligence, a fait montre des mêmes dispositions et de la même conscience professionnelle sous les deux régimes,

<sup>8</sup> M. Rajsfus, *La police de Vichy. Les forces de l'ordre françaises au service de la Gestapo, 1940-1944*. Paris, Le Cherche Midi, 1995, p. 280.

<sup>9</sup> Après l'invasion de l'URSS, les communistes ne sont plus seulement traqués en tant que traîtres mais aussi en tant qu'ennemis du Reich – et promis au peloton d'exécution.

<sup>10</sup> M. Rajsfus, *La police de Vichy, op. cit.*

<sup>11</sup> Mais s'il n'est pas aveugle, l'État est par contre myope : toute personne soupçonnée de menées subversives est invariablement « *communiste* ».

<sup>12</sup> Miasnikov a poursuivi ses activités politiques sur le sol français. D'abord aux côtés des communistes de conseils des GOC, qui animaient le Comité Miasnikov, branche française du comité de soutien impulsé par Karl Korsch en Allemagne. Ses premiers textes ont paru dès 1929 dans *L'ouvrier communiste*, l'organe des GOC, et par la suite dans d'autres titres de la presse révolutionnaire.

<sup>13</sup> Le premier rapport est certes établi moins d'un mois après la requête de la « *Chambre 113* » et sa rédaction laisse à désirer. Mais la rapidité de la réponse est le signe de l'efficacité accrue de la police – dont M. Rajsfus a chiffré l'accroissement des effectifs et des rendements, c'est-à-dire des arrestations (voir *La police de Vichy, op. cit.*).

<sup>14</sup> Voir D. Peschanski, *La France des camps. L'internement, 1938-1946*. Paris, Gallimard, 2002, p. 25-35.

<sup>15</sup> L'expression est de P. Laborie, *L'opinion française sous Vichy*. Paris, Seuil, 1990, p. 31.

<sup>16</sup> « (...) *l'étranger est majoritairement perçu comme intrus, indésirable et suspect par nature.* » (*Ibid.* p. 125.) Brossant dans l'immédiat après-guerre le tableau de la France sous l'Occupation, Jean Malaquais rappelait que « *sous le faux nez d'un humanisme de façade la xénophobie s'y donn[ait] à cœur joie.* » (*Planète sans visa*. Paris, Phébus, 1999 (rééd.), p. 102.)

<sup>17</sup> Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur en 1938, en direction des étrangers et notamment des réfugiés espagnols (cité par D. Peschanski, *La France de camps, op. cit.* p. 30).

indépendamment de leur nature. Dans son étude sur les forces de l'ordre sous l'Occupation, Maurice Rajsfus rend compte de la facilité avec laquelle la police est passée du service de la république à celui de l'État français, pour servir de nouveau la république à la Libération. L'explication qu'il avance est d'ordre psycho-sociologique : la nomination de René Bousquet au secrétariat général à la police en avril 1942 s'est certes traduite par une mise au pas du service (renforcement de la discipline, répression de la résistance passive et du laxisme) ; mais la « *soumission à l'autorité* »<sup>18</sup> - quelle qu'elle soit - des fonctionnaires de police allait d'autant plus de soi que la disponibilité est, avec la compétence et le savoir-faire, constitutive de l'idéologie professionnelle : « (...) *le policier ne se soucie que du maintien de l'ordre. Sans jamais laisser le moindre espace à la réflexion* »<sup>19</sup>. Autrement dit, la conception technicienne du métier a refoulé efficacement le conflit entre la conscience et l'obéissance réglementaire. Dans sa modération et son exemplarité mêmes (une enquête sans objet, menée à terme avec professionnalisme), le dossier Miasnikov illustre ce constat.

Mais on aurait beau jeu d'insister sur le zèle à toute épreuve de la police et de gloser sur le stéréotype. D'abord parce que ni l'un ni l'autre, et surtout le second, ne fut propre à la police dont l'imaginaire et les pratiques s'étaient sur un sentiment diffus dans la société<sup>20</sup> ; ensuite parce que, dans ce cas précis, le cliché xénophobe n'a donné lieu à aucun débordement ; enfin parce que, confrontées aux rares données factuelles mentionnées dans les biographies de Miasnikov - dont on identifie mal les sources -, les éléments du dossier conduisent à une plus juste appréciation de sa situation et de sa personnalité. Miasnikov recouvre par là-même une humanité dont la légende l'avait dépouillé.

## 2. Un « *réfugié politique russe* » à Paris dans les années trente et sous l'Occupation

Si l'on se fie au récit de ses biographes, entre 1930 et 1944 Miasnikov aurait été en butte aux tracasseries et à la répression policières en raison de son activité politique<sup>21</sup>. Il aurait notamment été arrêté en 1934 pour s'être « *immiscé dans les affaires françaises* » après la publication d'un *Appel au prolétariat français* dans lequel il dénonçait, au nom du « *Groupe ouvrier à l'étranger* », « *la répression des ouvriers révolutionnaires en URSS* »<sup>22</sup>. Libéré mais sous le coup d'un « *arrêt d'expulsion* »<sup>23</sup>, il aurait vécu deux ans dans la clandestinité. Le dossier ne porte pas trace de cet épisode qui, comme ceux mentionnés dans les biographies, semble reposer sur la déposition, sujette à caution, de Miasnikov lors de son « *procès* », en 1945 après son retour en URSS<sup>24</sup>.

S'il est avéré que Miasnikov est arrivé en France le 8 mai 1930 avec le statut de « *réfugié politique russe* », ce n'est que douze ans plus tard, en août 1942, que la Préfecture de Police s'est intéressé à lui et a ordonné une enquête. Et s'il était en effet, avant cette date et selon la formule sibylline, « *connu [des] services* » de police, c'est pour des raisons autres que politiques : le dépôt d'une plainte pour « *vol de documents intéressant le gouvernement soviétique* » contre deux coreligionnaires, le 3 octobre 1930<sup>25</sup> ; une « *mesure de refus de séjour* » (et non pas un arrêt d'expulsion), décision préfectorale en date du 29 décembre 1934, « *pour avoir occupé dans des conditions irrégulières un emploi salarié* » ; une condamnation en correctionnelle, assortie d'un sursis, pour coups et blessures sur la personne d'un adhérent du Parti français le 23 juillet 1937. Si les motifs politiques de ce dernier incident semblent évidents, il n'y a pas de quoi fouetter un chat, du point de vue même de la police qui s'est fendue d'une mention laconique et, comme on l'a noté, a pris acte que Miasnikov ne faisait pas l'objet de « *renseignements défavorables* ».

Continuons l'inventaire des dissonances. Toujours selon ses biographes, dès l'invasion de l'URSS par les troupes allemandes Miasnikov aurait décidé de proposer ses services au gouvernement soviétique et, à cette fin, se serait rendu à l'ambassade soviétique à Paris où la Gestapo l'aurait arrêté. Contraint de « *pointer* » à la Gestapo pendant trois mois<sup>26</sup>, il aurait alors tenté de passer en zone non occupée. Arrêté par la police française, accusé à la fois d'avoir violé l'arrêt d'expulsion de 1934 et de terrorisme, il aurait été interné au « *camp de concentration allemand* » de Soulac (Gironde), d'où il se serait enfui en août 1943. Il

<sup>18</sup> S. Milgram, *Soumission à l'autorité. Un point de vue expérimental*. Paris, Calmann-Lévy, 1995 (rééd. augmentée).

<sup>19</sup> M. Rajsfus, *La police de Vichy*, op. cit. p. 31.

<sup>20</sup> Voir P. Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, op. cit..

<sup>21</sup> Voir M. Olivier, *Le Groupe ouvrier du Parti communiste russe*, op. cit. et P. Bourrinet, « Gavril Il'itch Miasnikov », *loc. cit.*

<sup>22</sup> P. Bourrinet, « Gavril Il'itch Miasnikov », *loc. cit.*

<sup>23</sup> *Ibid.*. Nul doute que la proclamation a été faite. Nul doute non plus que Miasnikov fut le seul représentant du « *Groupe ouvrier à l'étranger* ».

<sup>24</sup> Dans sa notice biographique, P. Bourrinet ne rattache pas le récit aux sources. Mais il semble bien qu'il repose sur la déposition de Miasnikov, c'est-à-dire sur ce que ce dernier a bien voulu livrer à la police de Staline au cours de son interrogatoire. Dans les « *aveux* » de Miasnikov, il est par ailleurs difficile de faire la part entre le calcul et la mythomanie.

<sup>25</sup> Dans *L'ultime mensonge*, Miasnikov donne la même date, fait la liste de ses manuscrits volés et met en cause les « *sbires de la Guépéou* » (M. Olivier, *Le Groupe ouvrier du Parti communiste russe*, op. cit. p. 34).

<sup>26</sup> Cet épisode scabreux repose là encore sur les « *aveux* » de Miasnikov lors de son « *procès* ». Or, si son souhait de servir son pays ne fait pas discussion (on va y venir), dans le contexte de l'après juin 1941 et de l'intensification de la répression anticommuniste, il est douteux que la Gestapo l'ait laissé libre après l'avoir arrêté, et soumis à une simple obligation de contrôle. Ce demi-mensonge était peut-être destiné à convaincre la police de Staline de la sincérité de ses sentiments patriotiques.

aurait par la suite regagné la capitale où il aurait vécu clandestinement jusqu'à la Libération<sup>27</sup>.

Là encore, le dossier ne confirme pas cette version. Des rapports de 1942 et de 1947 il ressort que Miasnikov a effectivement tenté de passer illégalement en zone non occupée en août 1942 ; qu'il fut arrêté pour cette raison et interné au « camp-hôpital » de Récébédou<sup>28</sup> (Haute-Garonne) où il fit un court séjour<sup>29</sup> avant de travailler selon toutes probabilités dans l'organisation Todt, sans doute en tant que travailleur forcé. Libéré en juillet 1943, il a rejoint le 29 du mois sa compagne à son domicile parisien (connu de la police dès 1942), sans être inquiété.

Faut-il conclure de ces divergences que Miasnikov dissimulait son vrai visage sous une apparence de respectabilité qui a trompé la police ? Là encore, c'est peu probable. En premier lieu, son entrée sur le territoire français n'est pas passée inaperçue : dès le 11 mai 1930, *L'action française* publiait un article hostile<sup>30</sup> et les Russes blancs de la revue *Obchechee Delo (La cause commune)* l'ont peu après dénoncé publiquement comme l'assassin du grand duc Mikhaïl Romanov<sup>31</sup>. Par la suite, loin d'être souterraines ses activités politiques s'étaient dans la presse révolutionnaire. Enfin, sa condamnation pour coups et blessures rappelle que l'homme avait toujours le sang chaud et n'était pas de ceux qui mettent leurs opinions sous le boisseau, tempérament peu compatible avec les exigences de la vie clandestine<sup>32</sup>. Au demeurant, s'il a continué de prêcher la révolution des « conseils ouvriers »<sup>33</sup> contre l'oligarchie en place en Union soviétique, la police en a fait peu de cas, qui signale que Miasnikov « n'a jamais été considéré [en France] comme un adversaire dangereux des Soviets ».

Il semble raisonnable de faire l'hypothèse suivante : lors de son arrivée en France, Miasnikov a connu le sort peu enviable des étrangers contraints à l'illégalité pour survivre et à la merci des contrôles de police<sup>34</sup>. Puis, grâce à la solidarité de quelques militants français<sup>35</sup> et après la régularisation de sa situation administrative dès les premiers mois du Front populaire, sa vie a pris un tour plus serein. Au regard du contenu des rapports, il faut même en convenir : le héros de la guerre civile, l'instigateur de l'assassinat du grand-duc Mikhaïl Alexandrovitch Romanov, celui qui traita d'égal à égal avec Lénine et Trotsky, le premier communiste persécuté qui a visité toutes les prisons et dont l'existence s'est un temps confondue avec l'Histoire, ce même homme aspire désormais au calme. Au calme et à ce qui lui tient tant à cœur : la publication de ses œuvres, où se mêlent souvenirs et analyses théoriques<sup>36</sup>. Et si sa mégalomanie l'a conduit à s'attribuer dans l'exil une importance et un rôle qu'il n'a jamais eus – prenant peut-être ombrage de la fortune de Trotsky, son ennemi politique, qui incarne aux yeux de l'opinion internationale la figure de l'opposant intransigeant au régime de Staline –, son combat est alors plus littéraire que politique : c'est celui de la vérité et du sens contre le « mensonge » d'État. Sa tentative ratée de passer en zone non occupée laisse certes penser qu'il se sentait menacé, mais sans doute plus en raison de sa situation administrative que de son engagement<sup>37</sup>. Du reste, au terme de son probable enrôlement dans l'organisation Todt, il a regagné légalement la capitale<sup>38</sup>. Seule sa décision de rentrer en URSS, dont on ignore les raisons, a mis fin à cette période de sérénité relative, qui n'aura été qu'une parenthèse dans le cours tragique de son existence<sup>39</sup>.

<sup>27</sup> P. Bourrinet, « Gavril Il'itch Miasnikov », *loc. cit.*. Il n'y a pas eu de camp de concentration à Soulac mais la ville a accueilli, comme beaucoup de communes du littoral, les chantiers du « mur de l'Atlantique », dirigés par l'organisation Todt. Or le rapport de 1947 signale que Miasnikov « aurait travaillé pour l'organisation Todt ». Il est probable que, lors de son interrogatoire, Miasnikov ait préféré taire son enrôlement dans l'organisation Todt (qui pouvait passer, aux yeux de ses « juges », pour de la résignation, voire une adhésion passive à l'ordre nouveau) et inventé le reste : l'internement dans un camp de concentration situé à Soulac - la seule ville de province qu'il connût bien -, l'évasion et la vie clandestine à Paris. Manière de donner des gages d'héroïsme et de patriotisme aux geôliers de Staline ou énième manifestation de sa mythomanie ? Quoi qu'il en soit, la chronologie des événements donnée dans la déposition recoupe à peu près celle des rapports de police.

<sup>28</sup> Parfois orthographié « Recebedou ». Sur le camp du Récébédou, voir note 60.

<sup>29</sup> Le camp fut fermé en octobre 1942. Miasnikov y est donc resté moins de deux mois.

<sup>30</sup> Le rapport de 1947 donne les références de l'article et un aperçu du contenu.

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> À ce sujet, il faut noter que l'incident ne conduit pas à l'expulsion de Miasnikov, ce qui prouve qu'il était en situation régulière au regard de la loi.

<sup>33</sup> G. Miasnikov, *L'ultime mensonge*, *op. cit.*

<sup>34</sup> C'est sans doute pour cette raison qu'il s'est éloigné de Paris entre décembre 1934 et l'automne 1936. Il vivait alors à Coulommiers (Seine-et-Oise) et travaillait dans le bâtiment (voir P. Bourrinet, « Gavril Il'itch Miasnikov », *loc. cit.*). Son retour dans la capitale est l'indice de la régularisation de sa situation administrative, qui correspond à la victoire électorale du Front populaire.

<sup>35</sup> Ses camarades des GOC ont lancé une souscription permanente dans *L'ouvrier communiste* pour lui venir en aide. P. Bourrinet signale qu'il a vécu un temps au domicile d'un autre militant (voir « Gavril Il'itch Miasnikov », *loc. cit.*).

<sup>36</sup> Se reporter aux textes de Miasnikov publiés par M. Olivier, *Le Groupe ouvrier...*, *op. cit.*

<sup>37</sup> Le rapport de police du 15 septembre 1942 indique que sa « carte d'identité d'étranger « travailleur industriel » » avait expiré depuis huit mois. Mais dans le contexte de l'Occupation et du point de vue du sort réservé aux « indésirables », il était sans doute indifférent d'être recherché pour menées subversives ou contravention aux prescriptions de l'Administration.

<sup>38</sup> En dépit de la restructuration de la police sous l'impulsion de Bousquet (coordination des services de la Préfecture, centralisation des informations, liens organiques avec la Gestapo), on ne peut pas exclure qu'un certain laxisme des renseignements généraux ou que des dysfonctionnements entre les services aient permis à Miasnikov de passer entre les mailles du filet. Il est toutefois inconcevable qu'il ait pris le risque de retourner vivre dans son ancien domicile, connu de la police, s'il n'avait pas été en règle avec l'Administration.

<sup>39</sup> Rentré en URSS le 17 janvier 1945, Miasnikov fut condamné à mort et fusillé le 18 novembre de la même année (voir P. Bourrinet,

Tentons pour conclure d'éclairer ce dernier point, même s'il éloigne du dossier. Le rapport de 1947 indique que Miasnikov serait monté « *de son propre chef* » dans une voiture du Consulat soviétique le 12 janvier 1945 et qu'il « *avait auparavant manifesté l'intention de retourner en U.R.S.S.* ». L'enquêteur n'a pas précisé d'où il tenait l'information mais elle est corroborée par les témoignages de ceux - amis et réfugiés politiques - qui étaient en contact avec lui à Paris entre 1936 et 1945 et l'ont conjuré, en vain, de renoncer à son projet<sup>40</sup>. Révolutionnaire intransigeant doublé d'un esprit fantasque, Miasnikov a toujours voulu croire en la capacité du régime soviétique à s'autoréformer. Selon le témoignage de Gérard Rosenthal, en 1929, pourchassé par la Guépéou et tenu au courant du sort réservé à ses camarades « *communistes-ouvriers* »<sup>41</sup> en URSS, il songeait sérieusement à négocier avec le consul soviétique de Trébizonde un *gentleman agreement* qui lui permit de retourner au pays : la renonciation à toute activité politique contre l'inviolabilité de sa personne<sup>42</sup>. En 1945 encore, au cours du « procès » au terme duquel il fut condamné à mort, tout en dénonçant devant ses « juges » la « *bureaucratie qui, sans contrôle, s'approprie toutes les richesses de l'industrie et le travail des prolétaires* » et « *revêt toutes les fonctions de la bourgeoisie qui avait été abattue* », il manifestait son intention de créer en Union soviétique un « *contre-pouvoir* » légal sur le modèle américain « *basé sur le bipartisme* »<sup>43</sup>. À la veille de son exécution, Miasnikov offrait ainsi toujours le même visage – un mélange de courage, de clairvoyance politique et d'aveuglement confinant à la naïveté – que vingt-cinq ans plus tôt lorsque, en pleine guerre civile, il pressait le Parti de proclamer la « *Liberté de parole [et les] droits civiques pour tous (...) des anarchistes aux monarchistes* »<sup>44</sup>. Sous cet éclairage, le retour de Miasnikov en URSS n'a rien d'étonnant.

Que Miasnikov fut en outre viscéralement attaché à son pays et à la révolution<sup>45</sup>, ses écrits le laissent entrevoir, dans lesquels la critique, si poussée soit-elle, flirte toujours avec la nostalgie et le regret<sup>46</sup>, et n'atteint jamais la froide objectivité des analyses développées à l'époque par la gauche communiste. Sa critique du « *capitalisme d'État* » soviétique par exemple n'est pas sans nuances ni ambiguïtés. Miasnikov lui reconnaît un caractère « *progressiste* », « *supérieur au capitalisme privé* »<sup>47</sup>. En cela, il se démarque de ceux qui, sur la base d'une analyse des rapports de production en URSS, réduisent l'exception soviétique à la normalité capitaliste. Cet attachement sentimental<sup>48</sup>, que l'exil rendait peut-être plus aigu, n'est sans doute pas étranger à l'évolution de sa sensibilité politique. Dans sa correspondance, Trotsky relate qu'en 1929 Miasnikov, inquiet des développements du conflit sino-soviétique, aurait suggéré d'abandonner la lutte contre Staline et de lancer un appel pour la défense de l'URSS contre l'agression de Tchang Kai-Chek<sup>49</sup>. Il y a d'autant moins de raison de mettre en doute la parole de Trotsky qu'elle est confirmée à la fois par Anton Ciliga - un opposant « *ultragauche* » ami de Miasnikov, qui mentionne dans ses mémoires que ce dernier s'orientait à la fin des années 1930 vers une forme de « *patriotisme soviétique* »<sup>50</sup> - et par un militant libertaire, Maurice Jaquier – lequel rapporte qu'en 1940, Miasnikov souhaitait « *regagner la Russie d'où Lénine l'a exclu, pour lutter contre les hitlériens* »<sup>51</sup>. Le désir exprimé par Miasnikov au moment de la guerre de se mettre au service de son pays paraît donc avoir été sincère et donne tout son sens au dernier acte de son combat politique, dont ne parlent ni les rapports de police ni les biographies.

Dans ses mémoires, Maurice Jaquier signale que Miasnikov a fait partie des militants qui ont rallié en 1940 le Mouvement national révolutionnaire (MNR), créé par le trotskyste Jean Rous. Illégale et clandestine, la

« Gavril Il'itch Miasnikov », *loc. cit.*).

<sup>40</sup> Se reporter aux bibliographies des travaux de M. Olivier et de P. Bourrinet.

<sup>41</sup> Voir les articles de Miasnikov publiés dans *L'ouvrier communiste* en 1929-1930.

<sup>42</sup> G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*. Paris, Robert Laffont, 1975, p. 102-103.

<sup>43</sup> Cité dans P. Bourrinet, « Gavril Il'itch Miasnikov », *loc. cit.*.

<sup>44</sup> *Mémoire de Miasnikov* (1920), cité dans M. Olivier, *Le Groupe ouvrier du Parti communiste russe*, *op. cit.* p. 18.

<sup>45</sup> Miasnikov n'aurait pas été le seul dans ce cas. Dans ses souvenirs, le chef de l'Orchestre rouge raconte les circonstances de son retour à Moscou, le 5 janvier 1945 par avion spécial, en compagnie de onze citoyens soviétiques. Parmi eux, Chliapnikov de l'Opposition ouvrière, un « *vieux bolchevik, si heureux de retrouver la patrie du socialisme, prêt à lui consacrer ses dernières forces* ». (L. Trepper, *Le grand jeu*. Paris, Albin Michel, 1975, p. 279-285).

<sup>46</sup> Par exemple cette invective : « *Comment les millions de travailleurs qui exercent une pensée critique et luttent pour abattre leur esclavage honni, pourraient-ils considérer un tel État [l'URSS] comme leur patrie ?* » (G. Miasnikov, *L'ultime mensonge*, *op. cit.* p. 36.)

<sup>47</sup> *Ibid.* p. 36.

<sup>48</sup> Ajoutons-y le désir de retrouver sa famille.

<sup>49</sup> Lettre de Trotsky à Rosmer, 8 décembre 1929, citée dans L. Trotsky, A. et M. Rosmer, *Correspondance, 1929-1939*. Paris, Gallimard, 1982, p. 93. Voir également M. Olivier, *Le Groupe ouvrier...*, *op. cit.* p. 36-39.

<sup>50</sup> Voir P. Bourrinet, « Gavril Il'itch Miasnikov », *loc. cit.*. Les mémoires de Ciliga constituent avec l'étude de Boris Souvarine (*Staline. Aperçu historique du bolchevisme*. Paris, Champ Libre, 1977, rééd.) l'une des meilleures présentations de la réalité soviétique de l'entre-deux-guerres, ainsi qu'un document irremplaçable pour la connaissance de l'opposition en URSS à la même époque (voir *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*. Paris, Champ Libre, 1977). Le terme de « *mensonge* » choisi par Ciliga pour qualifier la réalité soviétique - qui suggère, avec Orwell (*1984*) et Malaquais (*Le gaffeur*), que l'un des attributs du pouvoir est le pouvoir de subvertir le langage, c'est-à-dire de maîtriser le sens - lui a peut-être été inspiré par l'écrit de Miasnikov, *L'ultime mensonge*.

<sup>51</sup> M. Jaquier, *Simple militant*. Paris, Denoël, 1974, p. 246. Du même, sur le même épisode : « Notes à propos de la fin du P.S.O.P. », 22 novembre 1968, 9 p., archives Daniel Guérin, BDIC. Anarchiste dans les années 1920, M. Jaquier fut par la suite membre de la Gauche révolutionnaire de la SFIO (1935-1938) et du Parti socialiste ouvrier et paysan (1938-1940) (voir sa biographie dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*. Paris, L'Atelier, 1997, cédérom).

formation regroupait un personnel hétéroclite : des anarchistes aux gaullistes irrésolus et aux pétainistes en rupture de ban, en passant par des « pivertistes », des trotskystes, des ajistes, des bergerystes, des communistes et des socialistes dissidents. Le MNR dénonçait toutes les alternatives du moment et se prononçait pour un socialisme national fortement teinté de xénophobie et fondé sur le corporatisme, l'idéal productiviste, l'hégémonie du prolétariat dans la nation au service de la réconciliation des classes<sup>52</sup>. La formule rappelle la thématique développée au début des années 1920 par le national-bolchevisme et le fascisme, mais aussi par les nazis partisans de la « seconde révolution » une décennie plus tard, ou encore le programme stalinien du « socialisme dans un seul pays »<sup>53</sup>. Que Miasnikov ait pu se reconnaître dans un tel projet pourrait signifier qu'au-delà du « patriotisme » et en dépit de ses critiques persistantes, il avait été conduit à une réévaluation positive du stalinisme.

Bruno David

\* \* \*

### Pièces du dossier<sup>54</sup>

Série G – Renseignements généraux – RG 77W55 100510

#### 1. Note adressée à la Préfecture de Police, Paris, 25 août 1942

MIASMIKOFF [sic]<sup>55</sup> 75 ou 112 rue des Pyrénées [sic] Paris

Miasmikoff est signalé comme communiste actif qui conseillerait différents groupes terroristes. On demande que les recherches soient entreprises au sujet de Miasmikoff, et de nous faire parvenir un rapport à l'issue de celles-ci.

Chambre 113

#### 2. Note manuscrite du 15 septembre 1942, dactylographiée le 18 septembre 1942

MIASNIKOFF Gabriel, né le 24 mars 1889 à Kazan (Russie)<sup>56</sup>, de Ila et Marie Nowikoff, marié et père de trois enfants, a été vainement recherché dans le département de la Seine<sup>57</sup>.

Sa femme et ses enfants vivent en Russie<sup>58</sup>.

Il est titulaire d'une carte d'identité d'étranger « travailleur industriel », n°37 E.A. 80.142, délivrée par la Préfecture de Police et valable jusqu'au 10 janvier 1942.

Arrivé en France au mois de Mars 1930<sup>59</sup>, il s'est conformé aux prescriptions régissant le séjour des étrangers dans notre pays.

Du 15 octobre 1936 au 18 août 1942, Miasnikov a logé 112 rue des Pyrénées à Paris, où il payait 60 francs par semaine.

À cette adresse, il vivait avec une nommée Pilfold née Perrymond, Renée, le 12 avril 1900 à Vanves (Seine), de nationalité française, et qui loge toujours à l'hôtel précité.

<sup>52</sup> Infiltré par la police, le MNR est décimé par la répression après quelques mois d'existence (il renaîtra en 1942) ; ses membres sont condamnés à de lourdes peines de prison. Miasnikov a manifestement réussi à échapper au coup de filet. Sur l'idéologie du MNR, consulter sa presse : *La révolution française, Le combat national révolutionnaire, Le mouvement national révolutionnaire, 1940-1944* (BDIC). Dans une note dactylographiée, M. Jaquier a retranscrit quelques textes du mouvement (« A propos du Mouvement National Révolutionnaire (M.N.R.) (Notes et documents) », avril 1974, 10 p., archives Marceau Pivert, Centre d'histoire sociale du XXème siècle.

<sup>53</sup> P. Chevalier propose une autre lecture (voir « Le MNR comme tentative d'élaboration d'une théorie de construction du Parti révolutionnaire en période d'occupation nazie », *Dissidences* n°12-13, octobre 2002-janvier 2003, p. 68-73).

<sup>54</sup> La transcription des rapports reprend la version corrigée par une main anonyme. Les reformulations et les passages supprimés dans l'original sont reproduits en note. Les ajouts sont de moi et signalés entre crochets et en italiques.

<sup>55</sup> La faute d'orthographe laisse penser que la requête de la « Chambre 113 » est fondée sur une information transmise oralement, autrement dit sur une dénonciation.

<sup>56</sup> Selon d'autres sources, Miasnikov est né à Tchistopol, située non loin de Kazan, dans l'actuelle République du Tartastan (voir P. Bourrinet, « Gavril Il'itch Miasnikov », *loc. cit.*).

<sup>57</sup> La raison de cet insuccès est exposée plus loin : Miasnikov est interné au camp du Récébédou depuis août 1942. Le rédacteur anonyme du rapport sait ménager le suspens !

<sup>58</sup> À cette date, ses trois fils, mobilisés dans l'Armée rouge, étaient peut-être déjà morts au front. À la suite de ce drame, sa femme Daria Grigorevna, fut internée dans un hôpital psychiatrique (voir M. Olivier, *Le Groupe ouvrier du Parti communiste russe, op. cit.*, p. 17).

<sup>59</sup> En fait, le 8 mai 1930, à Marseille. La correction figure dans le rapport de 1947.

Miasnikoff a travaillé en qualité de serrurier aux établissements Verboon et Duronchard<sup>60</sup>, 64, rue Compans à Paris (19ème), du 22 septembre 1939 au 1er août 1942<sup>61</sup>.

Ancien journaliste en Russie<sup>62</sup>, il a été employé au service des Finances, au Commissariat du Peuple d'Erivan (Arménie soviétique)<sup>63</sup>.

Emprisonné par Staline<sup>64</sup>, il réussit à s'évader et à gagner la Perse, puis la Turquie et la France.

Un document secret, daté du 23 septembre 1930, le signalait comme étant l'assassin du grand duc Michel Alexandrovitch<sup>65</sup>, frère du tsar Nicolas II<sup>66</sup>.

Depuis son arrivée sur notre territoire, Miasnikoff n'a pas attiré l'attention de la Direction Générale des Renseignements Généraux et des Jeux.

On apprend qu'au mois d'août dernier, il a gagné la zone « non occupée » où il a été arrêté et qu'actuellement il est interné au camp de Récébédou<sup>67</sup>, Pavillon 38bis, Portet s/Garonne (Haute-Garonne).

Au privé, il n'a donné lieu à aucune remarque particulière.

Aux Archives de la Police Judiciaire, il a fait l'objet du dossier n° E.116889 (procédure du Commissariat de St Fargeau en date du 2 mai 1937 coups et blessures volontaires)<sup>68</sup>.

Aux sommiers Judiciaires, il est nommé comme suit : « 50 francs (sursis), 17ème chambre 23 juillet 1937. Coups et blessures ».

### 3. Rapport de l'Inspecteur « 310 », parvenu à la Préfecture de Police le 29 mai 1947

A.[u] S.[u]jet] du nommé MIASNIKOFF Gabriel

MIASNIKOFF Gabriel né le 24 mars 1889 à Kazan (Russie), de Ilia et NOVIKOFF Maria, réfugié russe, aurait épousé à Perm (Russie) une de ses compatriotes prénommée Daria née en 1895 dans cette ville.

Il aurait trois enfants :

- Ursii né en 1919 à Perm.
- Vadim né en 1922 à Perm.
- Boris né en 1923 à Moscou.

qui vivraient avec leur mère en U.R.S.S.

Miasnikoff a été vainement recherché<sup>69</sup>.

<sup>60</sup> Il s'agit des établissements Verboon et Durouchard qui ont travaillé, entre autres, pour le métropolitain de Paris au début du siècle.

<sup>61</sup> Dans les mémoires de l'opposante communiste en exil à Paris Ruth Fischer, on apprend que Miasnikov avait décroché un diplôme d'ingénieur après avoir suivi des cours de perfectionnement. Mais il est semble-t-il resté serrurier - ajusteur selon d'autres sources. Il se déclarait par ailleurs satisfait de sa situation (voir P. Bourrinet, « Gavril Il'itch Miasnikov », *loc. cit.*).

<sup>62</sup> Miasnikov n'était pas journaliste mais serrurier. Cette information erronée figure dans un article de Léon Daudet, publié dans *L'action française* (« La Quai d'Orsay et le communisme » n°131, 11 mai 1930). Le rédacteur du rapport l'a semble-t-il repris telle quelle. Avec cette mention commence l'à-peu-près policier, relativement au parcours politique de Miasnikov. On remarque en outre que dans le premier rapport comme dans le second, l'énoncé des faits suit une chronologie incohérente.

<sup>63</sup> Son emploi dans un organisme financier d'Erivan correspondait à une mise en résidence surveillée, pour lui et sa famille.

<sup>64</sup> Miasnikov fut emprisonné le 19 novembre 1923 alors que Lénine était encore au pouvoir.

<sup>65</sup> Miasnikov est resté célèbre pour avoir ordonné l'exécution (peut-être décidée par Lénine) du grand-duc Mikhaïl Romanov, aux heures les plus sombres de la lutte du jeune pouvoir bolchevique contre la coalition européenne, afin de prévenir toute tentative de libération de la part des armées blanches revigorées par les victoires. Il s'agissait si peu d'un « *secret* » que l'information circulait dans les milieux blancs de l'exil et a été publiée dans *La cause commune* en 1930 (voir note 87). C'est sans doute cet épisode de sa vie qui inspirera plus tard à Miasnikov l'idée d'écrire une *Philosophie de l'assassinat*, manuscrit (en russe) dont aucun éditeur ne voulut, selon Gérard Rosenthal (*Avocat de Trotsky, op. cit.*).

<sup>66</sup> Mots barrés : « *trois* [un mot illisible] 1918, près de Perm ».

<sup>67</sup> Le camp-hôpital « semi-ouvert » du Récébédou, situé sur la commune de Portet-sur-Garonne, non loin de Toulouse, a été ouvert en février 1941. Y furent regroupés les Juifs et les républicains espagnols. Les internés furent évacués dès septembre 1942 (et les Juifs déportés à Auschwitz via Drancy) et le camp fut fermé en octobre de la même année (voir l'article de Wikipedia).

<sup>68</sup> Le rapport de 1947 expose les détails de l'affaire.

<sup>69</sup> À la place de : « *L'intéressé a été vainement recherché dans le ressort de la Préfecture de Police* ». Le report de cette mention



Entré<sup>70</sup> en France le 8 mai 1930, nanti du<sup>71</sup> passeport turc n°12.052 délivré à Stamboul<sup>72</sup> le 21 novembre 1929, portant la mention « réfugié politique russe » et visé par notre Consul en cette ville le 24 avril 1930<sup>73</sup>, il a<sup>74</sup> fait l'objet d'une mesure de refus de séjour par décision préfectorale en date du 29 décembre 1934 pour avoir occupé dans des conditions irrégulières un emploi salarié. Par la suite il a<sup>75</sup> été autorisé à résider sur notre territoire. Au mois d'août 1942 il a<sup>76</sup> tenté de gagner la zone non occupée, mais il a<sup>77</sup> été appréhendé par les services de police de la ville de Toulouse qui l'ont<sup>78</sup> interné au camp de Récébédou (Haute-Garonne), pour franchissement irrégulier de la ligne<sup>79</sup> de démarcation. Après sa libération de ce camp il a regagné la région parisienne en juillet 1943<sup>80</sup>.

MIASNIKOFF a logé en dernier lieu 112 Rue des Pyrénées (20è) du 15 octobre 1936 au 18 août 1942 et du 29 juillet 1943 au 12 janvier 1945. Dans son entourage on apprend qu'à cette date une voiture<sup>81</sup> appartenant vraisemblablement au Consulat de l'URSS à Paris serait venu [*sic*] le chercher avec ses bagages. Il serait parti de son propre chef car il avait auparavant manifesté l'intention de retourner en U.R.S.S..

Au début de son séjour dans notre pays MIASNIKOFF a été<sup>82</sup> serrurier chez M. Ducroc 107 Rue de la Croix Nivert (15è). Il a ensuite travaillé sur les chantiers de L'Exposition<sup>83</sup> du 15 octobre 1936 au 19 août 1937. Puis il a été en chômage.

Du 22 septembre 1939 au 1er août 1942 il a été employé comme serrurier par les Etablissements Verboom et Duronchard [*sic*] 64 rue Compans (19è).

À son retour du camp de Récébédou il aurait travaillé pour<sup>84</sup> l'Organisation Todt<sup>85</sup>.

Ancien journaliste en Russie, MIASNIKOFF aurait<sup>86</sup> été employé au service des Finances au Commissariat du Peuple d'Erivan (Arménie). Il aurait été emprisonné dans cette ville pour s'être livré à la propagande politique en opposition à la ligne fixée par Staline<sup>87</sup> et comme<sup>88</sup> chef de l'opposition ouvrière<sup>89</sup>. Il aurait réussi à s'évader après 3 ans de détention et à gagner<sup>90</sup> Téhéran puis<sup>91</sup> la Turquie, et enfin<sup>92</sup> la France.

figurant dans le premier rapport est sans objet puisque les raisons de l'insuccès sont connues.

<sup>70</sup> À la place de : « *Cet étranger est entré* ».

<sup>71</sup> À la place de : « *d'un* ».

<sup>72</sup> Ancien nom d'Istanbul.

<sup>73</sup> Selon P. Bourrinet, Miasnikov « *obtint un visa (...) grâce à l'intervention de Louis Sellier (...), dirigeant de la fédération CGT du bâtiment* » (« *Gavril Il'itch Miasnikov* », *loc. cit.*).

<sup>74</sup> À la place de : « *il aurait* ».

<sup>75</sup> À la place de : « *il aurait* ».

<sup>76</sup> À la place de : « *il aurait* ».

<sup>77</sup> À la place de : « *il aurait* ».

<sup>78</sup> À la place de : « *qui l'auraient* ».

<sup>79</sup> À la place de : « *zone* ».

<sup>80</sup> Autre incohérence du rapport : le passage laisse entendre que Miasnikov fut emprisonné entre août 1942 et juillet 1943 alors que le camp du Récébédou fut fermé en septembre 1942. Quelques lignes plus loin, l'enquêteur nous apprend qu'après cette date il « *aurait travaillé dans l'organisation Todt* ».

<sup>81</sup> Mot barré : « *soviétique* ».

<sup>82</sup> Mots barrés : « *employé comme* ».

<sup>83</sup> Il s'agit de l'Exposition internationale consacrée aux « arts et techniques dans la vie moderne », Paris, 4 mai-27 novembre 1937.

<sup>84</sup> À la place de : « *dans* ».

<sup>85</sup> Groupe de génie civil et militaire de l'Allemagne nazie, en charge d'un grand nombre d'opération de génie durant la guerre, notamment du mur de l'Atlantique : « *Les camps constituent un réservoir de main-d'œuvre pour les chantiers de l'Atlantique (...)* » (D. Peschanski, *La France des camps*, *op. cit.* p. 316).

<sup>86</sup> À la place de : « *a* ».

<sup>87</sup> Même anachronisme que dans le premier rapport. Le souvenir de la terreur sous Lénine était pourtant si vif qu'en 1927 encore Staline se permit de rappeler à l'Opposition unifiée (Trotsky, Zinoviev, Kamenev) qu'elle n'avait aucune raison de protester contre la persécution dont elle faisait l'objet, alors que la répression des activités de la Vérité ouvrière et du Groupe ouvrier avait été réalisée quelques années plus tôt « *avec l'appui direct des camarades Trotsky, Zinoviev et Kamenev* » (cité par B. Souvarine, *Staline*, *op. cit.* p. 388).

<sup>88</sup> Mots barrés : « *il était* ».

<sup>89</sup> Opposition de gauche interne au parti bolchevique née en 1919 à l'occasion de la controverse sur le rôle des syndicats dans l'économie (voir A. Kollontai, *L'Opposition ouvrière*. Paris, Seuil, 1974). L'histoire des premières oppositions révolutionnaires internes au Parti communiste de Russie ont toujours été mal connues, jusqu'à aujourd'hui. Raison pour laquelle les opposants de gauche sont si souvent rattachés à l'Opposition ouvrière, la plus fameuse d'entre elles. Or, si Miasnikov a partagé certaines positions de l'Opposition ouvrière, il n'en fut peut-être pas membre. Il n'en fut en tout cas pas le « *chef* ».

<sup>90</sup> À la place de : « *à passer* ».

<sup>91</sup> À la place de : « *d'où il a gagné* ».

<sup>92</sup> À la place de : « *puis* ».

Dans notre pays MIASNIKOFF n'a jamais été considéré comme un adversaire dangereux des Soviétiques. Avant les hostilités il était abonné au journal officiel soviétique « La Pravda »<sup>93</sup>.

Dans son numéro du 11 mai 1930, le journal l' « Action Française »<sup>94</sup> a publié sous la signature de Léon Daudet un article intitulé « Le Quai d'Orsay et le Communisme ». L'auteur faisant allusion à l'affaire Kontepoff [sic]<sup>95</sup>, y critiquait la légèreté dont le Ministère des Affaires Étrangères avait fait preuve en accordant un visa de passeport pour la France à MIASNIKOFF « qui avait le plus vif désir de rentrer en grâce auprès de Staline, fût-ce même au prix d'une action d'éclat »<sup>96</sup>.

D'autre part l' « Obstchée Dielo » (La Cause Commune) de Bourtzeff<sup>97</sup>, a publié le 29 septembre 1930 un article dans lequel MIASNIKOFF était désigné comme l'assassin du grand-duc Michel Alexandrovitch, frère du tsar, tué en 1918 près de Perm<sup>98</sup>. À cette époque, MIASNIKOFF était président du comité exécutif de cette ville<sup>99</sup>.

Il est connu de nos services pour avoir déposé le 3 octobre 1930 au Commissariat de Police du quartier de la Sorbonne une plainte en vol de documents intéressant le gouvernement soviétique<sup>100</sup> contre les nommés JIGOLEFF alias « IRININ » Alexis et PALKIN Arseny<sup>101</sup>.

Au point de vue privé il ne faisait pas l'objet de renseignements défavorables.

Aux Archives de la Police Judiciaire MIASNIKOV a dossier E 116.889<sup>102</sup> dans lequel on trouve une procédure établie par nos services du Commissariat de Police du quartier St Fargeau en date du 2 mai 1937 l'inculpant de coups et blessures volontaires sur la personne du sieur Vitry Désiré demeurant 85 rue des Maraîchers (20è) qui portait à la boutonnière l'insigne du « Parti Social Français »<sup>103</sup>. À la suite de cette affaire MIASNIKOFF a été condamné le 23 juillet 1937 par la 17è Chambre Correctionnelle à 50F d'amende avec sursis et dépens pour coups et blessures à particulier.

Son nom n'est pas noté aux sommiers judiciaires<sup>104</sup>.

310

<sup>93</sup> Qu'est-ce qu'un « adversaire dangereux des Soviétiques » dans la France des années 1930 ? Les grèves ouvrières et l'humeur révolutionnaire de 1936, sans doute, qui contrariaient la stratégie du Komintern, mais pas les exilés, qui n'ont jamais constitué une menace - pas même Trotsky dont le court séjour aura surtout gêné les intérêts diplomatiques de la France. Quant à l'argument avancé par le rédacteur du rapport pour justifier l'innocuité de Miasnikov, il est confondant de naïveté.

<sup>94</sup> Quotidien et organe du mouvement royaliste du même nom, dirigé par Charles Maurras. Fils d'Alphonse Daudet, écrivain et figure de l'extrême-droite sous la Troisième République, Léon Daudet (1867-1942) en fut l'un des principaux animateurs.

<sup>95</sup> Adjoint de Wrangel, le général Alexandre Koutiepoïf mena la lutte contre le pouvoir bolchevik jusqu'en 1920, à la tête d'une armée de Cosaques et de Russes blancs. Réfugié en France, il fut enlevé le 26 janvier 1930 en plein Paris. La presse de l'époque a mis en cause les services secrets soviétiques (voir <http://www.russie.net/> et <http://www.fangpo1.com/Koutiepoïf.htm>).

<sup>96</sup> L. Daudet, « Le Quai d'Orsay et le communisme », *loc. cit.*. La citation diffère légèrement du texte original. Daudet établit un parallèle arbitraire entre l'affaire Koutiepoïf et l'arrivée en France de Miasnikov, présenté comme un homme « très dangereux », spécialiste de la « surveillance des adversaires des Soviétiques en territoire étranger », sur la foi des dires de « correspondants ». L'article est un mélange d'informations objectives, d'insinuations et d'élucubrations paranoïaques, caractéristique de l'opinion des milieux de la droite extrême sous la Troisième République, hostiles à la fois au « communisme » et au régime.

<sup>97</sup> Membre de la Narodnaïa Volia, Vladimir L'vovitch Bourtsev (1862-1942) fut emprisonné pour ses activités révolutionnaires à la forteresse Pierre et Paul puis relégué en Sibérie au début des années 1880. Élargi en 1888, il s'exila en Europe de l'ouest où il se rendit célèbre en démasquant nombre d'agents tsaristes infiltrés dans les mouvements révolutionnaires russes (Henri Rollin l'appelle « le Sherlock Holmes de la révolution », dans *L'apocalypse de notre temps. Les dessous de la propagande allemande d'après des documents inédits*. Paris, Allia, 1911 (rééd.), p. 469). Rentré en Russie avant la révolution, il dénonça la collusion entre Lénine et les services secrets allemands (*La trahison de Lénine* a paru en français en 1921). Pendant la guerre civile, son hostilité aux bolcheviks l'inclina à soutenir les Blancs. Arrêté sur ordre de Trotsky en octobre 1917, il fut libéré en février 1918 grâce à l'intervention de Gorki. Réfugié à Paris, il se consacra à l'édition de *La cause commune* (premier numéro en 1907) et à l'unification des forces antibolcheviques – sans succès (voir l'article de Wikipédia, version anglaise).

<sup>98</sup> Selon P. Bourrinet, à la suite à cette campagne, Miasnikov a dû se cacher pendant quelques mois (« Gavril Il'itch Miasnikov », *loc. cit.*).

<sup>99</sup> Président du comité régional de Perm et également membre du Comité central du Parti (*ibid.*).

<sup>100</sup> Épisode relaté dans la préface de *L'ultime mensonge*.

<sup>101</sup> Aucun renseignement n'a pu être trouvé sur ces deux hommes.

<sup>102</sup> À la place de : « a un dossier (E 116.889) ».

<sup>103</sup> « Premier parti de masse de la droite française » dans l'entre-deux-guerres (Wikipédia), le PSF (1936-1940) a succédé aux Croix de feu après la dissolution des ligues et des formations combattantes en 1936. La gauche de l'époque l'a assimilé sans nuance aux formations fascistes. Il s'en distinguait pourtant par beaucoup de traits et, selon certains historiens, a préfiguré le gaullisme. Le 16 mars 1937 à Clichy, au rassemblement autorisé du PSF a répondu une contre-manifestation de gauche qui fut noyée dans le sang (six morts, deux cents blessés). Dans ce contexte, on peut penser que le port ostentatoire de l'insigne du PSF constituait une provocation intolérable pour les militants ouvriers et les révolutionnaires. Le tempérament sanguin de Miasnikov a fait le reste.

<sup>104</sup> La mention contredit le rapport de 1942.